



attac

Le Courriel d'information

n°244 – Mardi 12 juin 2001.

A NOUS DE JOUER

Dans ce numéro

- 1- Etonnants Paradis – Impressions d'Andorre
- 2- Etonnants Paradis – Impressions de St Malo et de Jersey
- 3- Etonnants Paradis – Bilan (Extrait de conférence)
- 3- Taxe Tobin.
- 4- Forum Social Mondial 2002
- 5- Défendre et construire le service public
- 6- Brésil. Samba et « apagao »
- 7- Genova – 13 juin, un premier rendez-vous
- 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- Etonnants Paradis – Impressions d'Andorre. Une banque recouverte d'un linceul, des juges en quête de justice, un mur d'argent... quelques témoignages de militantes et de militants.
- 2- Etonnants Paradis – Impressions de St Malo et de Jersey. Une flottille de voiliers aux couleurs d'ATTAC dans le port de St Hélier, manifestations, ateliers et conférences à St Malo, théâtre de rue dans Jersey, délégation officielle, une balance citoyenne impressionnante en provenance de Namur, des délégations d'Allemagne et de toute la Belgique, finalement ATTAC Jersey aussi (né ce 9 juin)... une chaude journée sur les côtes bretonnes grâce à l'enthousiasme et au sérieux des militantes et militants (un grand merci particulièrement à celles et ceux qui ont couru toute la journée après les 800 personnes pour installer tréteaux et sièges, boissons et repas, organiser et accueillir dans toute la ville).
- 3- Etonnants Paradis – Bilan (extrait de conférence). Le soir à St Malo une conférence réunissait tous les acteurs de la journée. En voici un extrait qui nous permet de faire le point à la fois sur le déroulement de la journée et sur son importance politique.
- 4- Taxe Tobin. A la veille de la présidence belge de l'Union européenne des auditions d'économistes seront organisées au parlement européen. Une rencontre avec le Ministre belge des finances est aussi prévue.
- 5- Forum Social Mondial 2002. Réaction d'ATTAC Québec quant à l'annonce récente du gouvernement du Québec de participer à la fois au Forum Social Mondial de Porto Alegre et au World Economic Forum de Davos.
- 6- Défendre et construire le service public. Un collectif constitué à l'appel d'Attac-Rhône et comptant 17 organisations a lancé la préparation des Assises sur les Services Publics qui se tiendront du 19 octobre au 5 novembre à Lyon et à Saint-Etienne. L'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) est évidemment au coeur des débats.
- 7 Brésil Samba et "apagao". Tout comme la Californie, le Brésil subi une grave crise énergétique. Tout comme la Californie cette crise est due à une privatisation débridée des moyens de production et à une mauvaise gestion des ressources laissées aux opérateurs privés qui n'y voit qu'une source de profit à court terme. La comparaison s'arrête ici car à la différence de la Californie, c'est le FMI et les bailleurs de fonds du Nord qui impose ici la privatisation. Mais ici comme ailleurs la situation profite à certains pendant que l'immense majorité en paie les pots cassés, souvent les populations déjà les plus fragilisés par le manque d'éducation (privatisée) et de santé (privatisée).
- 8- Genova – 13 juin, un premier rendez-vous. Vous viendrez d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, d'Espagne, de Grèce de France et d'ailleurs. Ils viendront de Moscou grâce à votre aide formidable. Ils vous accueilleront de toute l'Italie (plusieurs centaines d'organisations appellent à manifester). Ils sont déjà là, des Etats Unis et du Canada. Nous vous proposons du reste de venir en débattre avec eux et avec nous tous à Paris le 13 juin.



attac

Etonnants Paradis – Impressions d'Andorre

1- C'est sous le regard mi-figue, mi-raisin de milliers d'automobilistes qui, chaque dimanche serpentent la route du pays du pastis et des cigarettes, qu'Attac a pu faire une démonstration haute en couleurs. Nous étions devenus des passeurs de valises bourrées d'argent sale, poursuivis par quelques juges claudiquant sur un pied. Bien entendu, ces pauvres juges, privés de l'usage de leurs deux jambes ne pouvaient arrêter ces passeurs intrépides, qui connaissaient parfaitement la grande lessiveuse, celle qui lave plus blanc que blanc!!! Nous avons pu tester l'opacité du mur de l'argent érigé par les criminels en col blanc, et c'est avec énergie, détermination, et beaucoup de plaisir et d'espoir que nous nous sommes acharnés à l'écrouler. Affaires à suivre... (Thérèse)

2- "Il fallait voir le sourire complice des automobilistes lorsque, vitre baissée, nous donnions les tracs avec un bref discours: le pastis OUI, le blanchiment NON. Ce fut une journée très intense en actions, chaleureuse envers nos concitoyens avec la complicité d'une "crème" des comités locaux venus du grand sud-ouest." Remarque : l'absence de cette action dans la presse aujourd'hui, et sur les chaînes de télévision me confortent : nous pouvons nous passer d'eux. (Mireille)

3- Le fait d'avoir prévu TROIS points de rencontre successifs (Ax les Thermes à 11h 30, Frontière à 15 h ; Tarascon à 18 h 30) a permis à plus de monde de participer, au moins partiellement. A chacun des rassemblements environ 200 participants. Au moins quinze groupes locaux étaient représentés, venant d'un quadrilatère délimité par Bayonne, Limoges, Nîmes, Perpignan. La distribution de tract sur la route de l'Andorre a permis de toucher du monde : 2000 tracts, dans chaque voiture ou cars (très nombreux) plusieurs personnes sont concernées. A Ax les Thermes, animations, notamment habillage en noir d'une succursale de banque... Pique-nique sympa, nombreux contacts inter-groupes. A la frontière, la manifestation a été particulièrement colorée : animations prévues par les organisateurs (mur de l'argent sale, blanchiment des valises d'argent sale) auxquelles se sont ajoutés des apports de chaque groupe participant. Pendant une heure, belle ambiance, aussi festive que militante. A Tarascon, réunion avec débat fort intéressant : autour du compte-rendu de la

rencontre avec le Gouvernement d'Andorre ; cela débouche sur un texte des représentants de tous les comités locaux présents, destiné au "Co-prince d'Andorre (Chirac)" pour lui demander d'agir pour "faire disparaître le caractère de Paradis fiscal de la principauté d'Andorre" (texte transmis par ailleurs). Très appréciée aussi, la cassette de ATTAC-ROMANS sur les paradis fiscaux. (Henri)

4- Samedi midi, Ax-les-thermes, l'opération blanchiment des valises se prépare. Des valises bourrées d'argent sale partent du coffre fort d'attac 81, passent d'intermédiaire en intermédiaire : qui sont ils ? mafieux ? avocats d'affaire? ... nombreux en tout cas. Mais, d'où vient cet argent : trafic de drogue, d'organes, d'armes, corruption; prostitution... Pas de souci, leur point de ralliement le paradis fiscal symbolisée par la blanchisseuse d'attac 65. Blanchies les valises, continuent ensuite leur cheminement pour finir devant l'agence de la Société Générale. Etonnant celle-ci s'est drapée de noir pour l'occasion, vraisemblablement pour dénoncer la complicité passive du système bancaire français et international. Il n'y aura pas d'entrevue avec le directeur d'agence, dommage. Samedi frontière andorrane. Distribution aux automobilistes des Joyeuses : une nouvelle monnaie basée sur les valeurs humaines, symbolisant la réappropriation par les citoyens du système financier. Mais, méfiez-vous ils sont également capables de les blanchir, ils blanchissent tout, ils n'ont pas de moral dans les paradis. alors les valeurs humaines... (Sébastien)

5- Compte-rendu de la rencontre entre ATTAC 09 et le Gouvernement andorran, le 8 juin 2001

La délégation formée de quatre membres d'ATTAC a été reçue par le Président du gouvernement andorran Marc FORNE, son ministre des affaires étrangères et son chef de cabinet.

M. FORNE apparaît tout au long de l'entretien comme un politicien volubile, plaidant avec conviction la cause de l'Andorre, petit pays qui aurait un potentiel bancaire « peu significatif » et « non agressif », à la différence d'autres micro-états, ou même de « grands états ».

Dans un premier temps il se défend d'être à la tête d'un Paradis fiscal : la justice de son pays collabore avec les pays étrangers dans la lutte contre la criminalité financière ; le personnel



attac

dans les banques andorranes reçoit une formation à cet effet.

Reprenant l'ensemble des critères qui définissent un paradis fiscal, la délégation ATTAC amène M. FORNE à reconnaître que certains d'entre eux correspondent bien au cas de l'Andorre :

- Pas d'impôt direct : seules les banques apportent une « contribution volontaire » au budget de l'état ; l'imposition de l'épargne, telle que la préconise la Communauté Européenne, sous la forme même très édulcorée négociée à Nice, n'est pas souhaitée par ce gouvernement. La fiscalité des entreprises sera évitée « autant que nous le pourrons »
- Secret bancaire très protégé, inscrit d'ailleurs dans la constitution
- Possibilité d'évasion fiscale pour les non-résidents : cela concerne surtout, d'après les autorités andorranes, les ressortissants espagnols.

La délégation ATTAC attire l'attention sur le livre « Révélation\$ » qui dénonce des dérives dans les sociétés de clearing et cite le cas de l'Andorre (page 207) où une banque (BANCA REIG SA) possède un compte non publié. Nos interlocuteurs semblent découvrir l'existence de ce livre ; ils minimisent l'implication éventuelle de la BANCA REIG.

ATTAC pose pour terminer une question sur la Société Andorrane ORFUNG (qui se serait intéressé, un temps, aux problèmes de l'ex-mine d'or de SALSIGNE, dans l'Aude). Pour M. FORNE cette entreprise est bien une firme andorrane, avec une participation de fonds espagnols ; elle exerce une activité de raffinage de minerai importé surtout du Libéria ; son activité (une trentaine d'emplois) s'exerce dans un ancien séchoir à tabac . Nous avons remarqué, dans la salle de réception, une plaque à en-tête de la Société ORFUNG remerciant de son soutien le gouvernement andorran. M. le Président nous indique que la législation sur l'importation des matières qui peuvent favoriser le développement industriel de la principauté a été justement modifiée récemment dans un sens favorable à de telles entreprises.

L'impression générale de notre délégation est que les paroles entendues plaident en faveur du développement de l'Andorre dans le sens d'un libéralisme économique accru, ce qui atténue grandement, à nos yeux, les sentiments exprimés au début de l'entretien.

attac09@attac.org

6- Lettre aux autorités françaises.

A Monsieur le Président de la République, Co-Prince d'ANDORRE - Palais de l'Elysée - PARIS

Copie à Monsieur le Premier Ministre, Hôtel Matignon, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Augustin BONREPAUX, Député de l'Ariège, Président du groupe d'amitié Franco-andorran

Monsieur le Président de la République, Co-Prince d'ANDORRE

Le 9 juin 2001 les Comités Locaux de l'association ATTAC du sud de la France ont mené une action de sensibilisation et d'information relative aux paradis fiscaux.

A cette occasion, une délégation d'ATTAC 09 a rencontré M. Marc FORNE Chef du Gouvernement de l'Andorre ainsi que deux de ses collaborateurs.

Les sujets abordés au cours de cette entrevue ont confirmé que la Principauté d'Andorre présente certains caractères propres à un paradis fiscal. Comme dans tous les paradis fiscaux la faiblesse de la protection sociale ainsi que les salaires très bas sont liés à une exploitation salariale, critère dont la principauté d'Andorre ne fait pas secret.

Les signataires de ce texte, réunis le 9 juin 2001 à Tarascon-sur-Ariège, s'adressent à vous, M. le Président de la République, en tant que co-prince d'Andorre :

Ils demandent que, dans le cadre des prérogatives de votre fonction (titre 3 de la Constitution d'Andorre) vous agissiez pour que soient prises, le plus rapidement possible, des mesures faisant disparaître le caractère de paradis fiscal de la principauté d'Andorre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

ATTAC 64 PAU et BAYONNE ; ATTAC 65 ; ATTAC ALES ; ATTAC 82 ; ATTAC 87 ; ATTAC BEZIERS ; ATTAC « Les Hauts Cantons de l'Hérault » ; ATTAC Comité UZES ; ATTAC GARD ; ATTAC Comminges ; ATTAC Toulouse ; ATTAC 66 ; ATTAC 09.

Vous pouvez retrouver les photos de l'événement à partir de l'adresse suivante <http://attac.org/jersey2001/live.htm>



attac

Etonnants Paradis – Impressions de Jersey et de St Malo

1- Chère mamie, cher papi,

Je reviens de la colo à thème dans un centre offshore à JERSEY. Papa avait insisté pour que j'y aille parce que je m'étais inscrit et que quand on dit qu'on y va, faut y aller, même si au dernier moment on a un peu peur.

On était nombreux ! 160 places sur le ferry, 600 à St Malo m'ont dit les monos.

C'était super sympa et le temps était très beau. Mes frères et soeurs plus des copains sont restés jouer à St Malo avec des ballons gonflables sur la jetée et ils nous ont dit au revoir. Ils ont pique-niqué sur la plage et il y a des colons qui ont pris des coups de soleil ! Il y avait du théâtre : " lavage d'argent sale " et de la musique. Ils ont chanté " On ira tous au paradis - fiscal ", " justice sociale - justice sociale ", " un autre monde est possible ". Après ils ont discuté : Les paradis fiscaux : de la criminalité à l'économie du crime ; Les faiblesses des activités des organisations de contrôle ; La complaisance ; Les paradis fiscaux : les enjeux politiques de leur suppression.

Nous, à l'arrivée à JERSEY on avait des voiliers qui nous accueillaient avec des voiles marquées ATTAC. C'était méga. Bon, le règlement distribué au débarquement était sévère et les monos étaient pas très sympa. Il fallait rester sur une pelouse, alors on a tous fait baah baah (black sheep, que j'ai pensé) et ça a même fait rire les monos...Mais on a quand même fait une activité marelle, lavage et jeu de société. Super sympa !

On a improvisé notre english en donnant le programme aux Jersiais. Ils croyaient qu'on allait tout casser et puis ils ont vu qu'en fait on était très gentil, et pas bête, avec même de bonnes idées de jeux. Y z'ont même créé le premier groupe ATTAC - JERSEY ce jour là !

Après, on a vu le trésorier du centre. Il était très gentil et aussi très content qu'on soit gentil et qu'on vienne le voir. Par contre nos jeux il dit qu'y sont pas très vrais, qu'on est mal renseignés que d'abord ils enquêtent sur les pressings à argent sale... et puis que si il n'y en avait plus à Jersey, l'argent sale irait ailleurs et que eux ils jouent à la guerre économique ! et pis que c'est même pas eux qui ont les gros pressings du black monopoly.

Ils ont dit un truc sur " global problem, global solutions " et qu'il fallait du temps mais tata Suzanne et tonton Tartakowsky ils ont dit " oui mais quand " et " il faut commencer quelque part ". Mais ils vous diront dans leur lettre à eux.

Le soir y avait un " mite inn " avec, entre autres, Gérard Gourguechon, Bernard Monot, Denis Robert, Christian de Brie entre autres et on eu le droit de se coucher tard... génial !

Et puis après on a quitté les copains et on est rentrés à la maison. C'était une super journée ! Bisous,

Eric

P.S Comme d'hab' papa y m'avait pas donné assez d'argent de poche pour ramener des souvenirs, même pas d'argent sale...

Vous pouvez retrouver les photos de l'événement à partir de l'adresse suivante <http://attac.org/jersey2001/live.htm>

2- Je ne résiste pas au plaisir de remercier et de féliciter à nouveau, au nom des charentais Maritimes présents, Jean Michel Romero et tous ceux qui ont rendu cet événement de St Malo possible. Concernant l'impact média je voulais signaler le petit reportage diffusé samedi à minuit sur France-Info avec interviews et ambiance à Jersey. (Joël)

3- "Nous partîmes 200 et par un prompt renfort, nous nous vîmes 600 en arrivant au port...". Ce n'est pas Corneille qui parle mais Ouest-France daté du 10/06/2001 (édition du dimanche) qui le dit: "200 militants ont manifesté pacifiquement sur l'île anglo-normande contre toutes les spéculations. Certains habitants de Jersey manifestaient hier, au côté d'Attac, pour dénoncer les privilèges fiscaux". Toute la page 3 de ce supplément est consacré à la journée Etonnants Paradis, et sur un ton plutôt sympathique, ce qui semble indiquer que cette journée a été bien appréciée. Un seul extrait: "Et Attac a choisi de s'en prendre, ce samedi, aux Etonnants Paradis que sont Jersey et Monaco. Et de manifester aussi à Paris (20000 personnes) et à Sait Malo (600 personnes). Toujours sur un air de fête. Avec le souci de tourner en dérision les mouvements de capitaux. D'expliquer à la population que cette évasion fiscale se fait au détriment du financement des services publics, qui n'est plus assuré que par les impôts des contribuables honnêtes. De



attac

répéter que le blanchiment de l'argent sale encourage la criminalité, la mafia, la mise à sac du Tiers Monde". Radio-Armorique en a également fait état. Comme le disait le copain de Saint Malo en conclusion: nous n'étions peut-être pas assez nombreux (on n'est jamais assez nombreux à protester), mais nous étions en tout cas un nombre très significatif. Et l'impact a été loin d'être négligeable comme l'indique ces premières coupures de presse. La journée a été dynamique, le combat est lancé: il faut le continuer. A bientôt pour la suite du combat. (Gérard)

4- Avant de commencer ce résumé, je voudrais, au nom de tous mes camarades bretons et bas normands, vous remercier du fond du coeur de votre venue et des multiples signes de sympathie que vous nous avez formulé. Si le 9 juin à Saint Malo a été une réussite, c'est principalement grâce à vous. Tout le travail que nous avons effectué, contre vent et marée, n'avait aucun sens sans votre mobilisation. Je veux également faire un chaleureux salut à Franck Normand, le Robert de l'une de mes rubriques (voir ci dessous), qui par son courage et sa présence a donné à notre action un sens et une dimension humaine qui me semble faire grand défaut dans nos débats quelque peu arides sur des sujets complexes. En soulevant le lièvre du passeport des "natives" de Jersey, Etonnants Paradis Saint-Malo/Jersey permet, maintenant, à Attac de faire une corrélation effective entre ses préoccupations et la réalité des peuples. J'ose espérer que cette dimension perdure car elle est une source d'enrichissements et de développements de nos luttes.

Résumé du 9 juin Jersey

Ils partent 200 et ils reviennent à 200. Mine de rien, pour nous organisateurs, que tout le monde revienne, sans une bosse et dans les temps, de Jersey n'était pas gagné d'avance. Certes l'intox et la provocation (troupe anti-émeute, tentative de bloquer les ferries à St Malo) étaient des grosses ficelles, mais bon, nous avons la responsabilité d'un groupe. On peut dire que Jersey a été un succès pour plusieurs raisons :

- un accueil attentif et curieux de la plupart de la population hors quelques éternés,
- un déroulement sans heurts et sans tracas,
- une animation sympa et festive applaudie par les habitants,
- le soutien de 4 voiliers hauts en couleur (d'Attac),

-une couverture médiatique européenne (Italie, Suisse, Angleterre, France) par la présence de 40 journalistes de la presse écrite, radio, télévision et photo,

-une rencontre citoyenne avec les autorités de Jersey

-the last but not the least : l'accueil de nos "Robert", Franck Normand en tête qui voulait offrir l'intégralité du repas aux 200 personnes (une participation a été acceptée de sa part après bien des négociations) et une sensibilité très forte des médias au cas des "natives" de Jersey. Dans le journal d'aujourd'hui de Ouest-France, le cas de Franck est très largement développé. A suivre dans les autres supports de presse. L'adhésion à Attac a été offerte à nos quatre "Robert" et sous peu, nous espérons la création d'Attac Jersey !

Résumé du 9 juin Saint-Malo

La mobilisation a suivi les courbes du soleil et de la température. Réussite également à plusieurs niveaux :

-au total avec ceux de Jersey, nous avons mobilisé plus de 800 personnes (600 au pique nique de la Conf', 600 à la conférence débat),

-une manifestation bonne enfant pleine de couleurs,

-une restauration de qualité et bon marché grâce à la Conf',

-des ateliers très suivis, des salles pleines, un démenagement de l'atelier du Clearing pour permettre à plus de personnes de suivre, durant 3 heures, les exposés de Denis Robert et Bernard Monot, le film d'Attac Romans "Attac au Paradis" programmé pour une séance puis devant l'affluence toute l'après midi,

-une conférence débat chaleureuse, beaucoup d'applaudissements, avec la présence de tous les intervenants des ateliers plus du président d'Attac Pologne, des représentants des Attac Belgique et Allemagne, une conversation téléphonique en direct avec ceux d'Andorre (un peu cahoteuse du fait des contraintes techniques), une synthèse de Jersey par la délégation et l'intervention de Franck Normand.

Pour finir, je veux également remercier Attac Culture qui a permis de régler tous les problèmes de sonorisation et qui a tourné un film sur Etonnant paradis (souscription : 100 francs/cassette : Attac 22 - souscription, 5, rue du Port, 22000 St-Brieuc, 02 96 52 18 74, chèque à l'ordre d'Attac)

Jean Michel Romero
secretariat.jersey2001@attac.org



attac

Vous pouvez retrouver les photos de l'événement à partir de l'adresse suivante <http://attac.org/jersey2001/live.htm>

Etonnants Paradis – Bilan (extrait de conférence)

Allocution prononcée le 9 juin au soir à Saint Malo

Après avoir évoqué les événements de la journée en Andorre, Pierre Tartakowsky revient sur la ce qu'a fait, dit et constaté la délégation à Jersey.

« Nous avons fait l'objet d'un accueil a la fois extraordinairement courtois et méfiant ; courtois les policiers qui nous ont d'un bout à l'autre de la journée assuré notre « protection » ; courtois les responsables qui ont « encadré » nos allées et venues ; courtoises les autorités qui nous ont reçues en délégation. La méfiance, elle, avait été entretenue au niveau même de cette « courtoisie » ; mouvements limités, mises en gardes continues. Cette défiance se retrouvait dans des mots d'enfants « vous êtes venus pour prendre notre argent ? Vous allez vous battre ? » et dans la présence – discrète mais réelle – de forces de répression spécialement importées d'Ecosse.

Nous avons aussi rencontré la solidarité et la crainte ; ce sont des habitants de Jersey qui ont pris en charge le pique-nique de la délégation, des habitants de Jersey qui sont venus nous remercier de notre venue, en soulignant le coté pesant – pour ne pas dire plus - de la vie politique de l'île.

Et dans ce cadre, je suis heureux de vous annoncer la création d'Attac Jersey.

Notre délégation a été reçue par Colin Powell. Les échanges que nous avons eus ne nous ont guère surpris. Nous avons présenté Attac, expliqué que nous n'avions évidemment rien spécifiquement contre Jersey et ses habitants mais qu'en revanche, l'existence de paradis fiscaux choquant notre sens de la justice sociale. Que nous entendions, ce jour, attirer l'attention des opinions publiques et celle des gouvernements sur leur existence, et leur rôle de cheville ouvrière de la mondialisation financière, rôle que nous analysons comme profondément délétères.

Nos interlocuteurs s'en sont globalement tenus à des propos convenus, reprenant l'argumentation qu'ils avaient développée devant l'OCDE. Cette

argumentation tient en deux points essentiels : D'une part, il existe des paradis fiscaux très méchants et des gentils ; des qui sentent pas bons et des propres sur eux ; des « coopératifs » et des « délinquants. » Inutile de préciser dans quelle catégorie se classait eux-mêmes nos interlocuteurs... D'autre part, l'enjeu étant global, il appelle des solutions globales, c'est à dire la définition de nouveaux cadres légaux, de nouveaux critères qui s'imposent à toutes les places off-shore et autres paradis. En attendant que se formalise ce calendrier, il était extrêmement compliqué d'impulser d'autres pratiques, moins délinquantes.

Ce à quoi nous avons répondu que nous étions d'accord avec l'idée qu'il s'agit effectivement d'un enjeu global appelant des solutions globales. Mais qu'il fallait bien commencer quelque part ; et que si nous étions sensibles à toute avancée « moralisatrice » visant l'argent noir, nous n'entendions pas en rester là ; que les capitaux gris, ceux des grandes entreprises, des grandes fortunes, alimentant la spéculation, la corruption, n'étaient pas quittes d'une interpellation sociale. Et que le meilleur achèvement des paradis fiscaux résidant au fond dans l'achèvement des paradis fiscaux eux-mêmes.

De la même façon, que nous pouvions souscrire à leur vœu d'une meilleure information mais à la condition que cette information se développe avec des procédures, des contrôles, et une participation de la « société civile. » Que les affaires dont il était question étaient top importantes pour être laissées aux mains des banquiers ou des dirigeants des paradis fiscaux.

Quelles leçons tirer de tout cela et de notre journée d'action ?

La première c'est que nous avons eu raison de le faire ; nous avons réussi à transformer un débat d'experts, un débat technique en débat public et politique. En peu de temps, nous avons haussé le niveau du débat et des exigences publiques.

C'est une raison pour continuer à développer notre campagne « Tobin tout de suite », avec notamment le volet des lettres à envoyer aux banques.

La seconde, nous l'avons appris des yeux mêmes de nos interlocuteurs ; nous sommes à l'offensive et eux sont à la défensive ; ils craignent le conflit et détestent qu'on leur hurle aux oreilles. Autant dire que cela doit devenir



attac

notre mode d'action dans les semaines et mois à venir.

Car nous entendons bien continuer. Peut-être la prochaine fois au Luxembourg ?

Dans les semaines qui viennent, ce ne sont pas les occasions qui vont manquer de dénoncer le rôle des paradis fiscaux ; toutes nos campagnes qu'il s'agisse de la dette, de la taxe Tobin, qu'il s'agisse du commerce international, ont à voir avec les paradis fiscaux, comme avec les zones de fabrication à l'export, les « free trade zones ».

La parole est ensuite donnée à Frank Norman, habitant jersey de souche, puis aux représentants d'Attac Pologne et d'Attac Belgique, ce dernier présentant les perspectives d'action liées à la présidence européenne Belge.

Taxe Tobin

Par l'intergroupe du Parlement européen

Intergroupe "Taxation du capital, Fiscalité, Mondialisation" du Parlement européen parrainé par ATTAC, War on Want et Solidar

11 juin 2001

Audition publique d'économistes sur la Taxe Tobin au Parlement européen le 27 juin 2001 et débat avec Charles Picqué, Ministre belge de l'Economie.

A la veille de la Présidence belge de l'Union européenne, l'intergroupe du Parlement européen "Taxation du capital, Fiscalité, Mondialisation", organise le 27 juin 2001 à Bruxelles des auditions d'économistes sur la Taxe Tobin suivies d'une table-ronde : "Quelles initiatives pendant la Présidence belge ?"

Au cours des derniers mois, les débats et les initiatives se sont multipliés dans les pays de l'Union, au sein des sociétés civiles comme dans les Parlements, autour de l'idée d'une taxe de type "Tobin" sur les transactions financières internationales pour lutter contre la spéculation et trouver des ressources nouvelles pour l'aide au développement (dépôt d'un projet de résolution en Grande-Bretagne et en Espagne, amendement au budget en France, vote de résolutions à la Chambre et au Sénat en Belgique, création de groupes ATTAC au Danemark, en Suède, en Finlande, etc). Au moment où les soutiens s'affirment mais où les blocages demeurent au sein des gouvernements

et de la Commission européenne, l'appui parlementaire doit encore être renforcé.

L'intergroupe du Parlement européen a souhaité traiter de façon concrète, à la fois sur les plans techniques et politiques, la question de la faisabilité et des conditions de mise en oeuvre d'une telle taxe : Comment et où la percevoir ? Quels seraient les effets de sa création à l'échelle de la seule Union européenne dans un premier temps ? Comment répondre aux risques d'évasion fiscale et de contournement ? Suffirait-elle à enrayer la spéculation sur les monnaies et ses effets déstabilisateurs ? Quel serait le montant des fonds générés, qui les généreraient et à quoi conviendrait-il de les affecter en priorité ? Est-il fondé de dire qu'elle serait contraire aux traités européens comme l'a laissé entendre la Commission ?

Le 27 juin, trois économistes présenteront les résultats de leurs travaux et répondront aux questions des ONG, des citoyens, des parlementaires. Le Professeur Paul Bernd SPAHN de la Goethe Université de Frankfurt, dont l'audition par la Chambre et le Sénat de Belgique avait contribué à l'adoption à l'automne 2000 des résolutions demandant l'inscription d'une étude de faisabilité dans le programme de la Présidence belge, présentera sa proposition de variante de la taxe à double taux. Le Professeur Anthony CLUNIES-ROSS de l'Université Strathclyde de Glasgow présentera les mécanismes de perception de la taxe et ses effets attendus. Bruno JETIN, Maître de Conférence à l'Université Paris XIII, présentera les derniers travaux du comité scientifique d'ATTAC sur les mécanismes de la taxe, la question des centres "off shore" et de l'évasion fiscale et l'utilisation du produit de la taxe.

Ces interventions seront suivies d'une table-ronde sur la Présidence belge de l'Union, à laquelle participera M. Charles PICQUÉ, Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, futur co-Président du Conseil ECOFIN. Ce débat sera l'occasion de revenir sur le programme adopté par le conseil des ministres de Belgique le 15 décembre 2000 incluant la proposition de demander, pendant la Présidence belge, une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une taxe sur la spéculation.

Ces rencontres au Parlement européen prendront également place dans une série d'initiatives organisées au même moment à Bruxelles par des ONG belges et européennes (réseaux belges d'action contre la spéculation financière, 11.11.11, ATTAC, etc).



attac

Dans la lutte contre la spéculation financière internationale et la recherche de ressources nouvelles pour le financement de l'aide au développement, nous sommes convaincus que le temps est venu pour l'Union européenne de passer des déclarations d'intention aux choix politiques et aux décisions.

Harlem Désir, Président de l'intergroupe
Glyn Ford, Secrétaire de l'intergroupe.

Vous pouvez joindre l'intergroupe par l'intermédiaire de euro.institutions@attac.org groupe ATTAC réunissant parlementaires et fonctionnaires internationaux des institutions européennes.

Forum Social Mondial 2002

Par ATTAC Québec

Dans une déclaration au journal Le Devoir, la ministre d'État aux Relations internationales, madame Louise Beaudoin, affirme que le Québec sera présent tant au Forum économique de Davos qu'au Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier prochain.

ATTAC-Québec se surprend et se désole de cette attitude du gouvernement du Québec. Comment, en effet, vouloir participer sérieusement au Forum organisé par ceux et celles qui veulent travailler à l'avènement d'un autre monde que celui qui prévaut à Davos et en même temps, cautionner ce dernier par une présence à Davos ?

Doit-on rappeler au gouvernement du Québec que le Forum de Porto Alegre est celui des peuples et de leurs représentants qui ont dit non à Davos et à ses pompes. On ne peut servir deux maîtres à la fois. Il faut choisir entre l'argent et les gens. Entre le passé et le futur.

Peut-être est-il utile de souligner l'opinion d'un grand banquier de ce monde à l'issue du dernier rendez-vous de Davos. S'adressant à un journaliste du Nouvel Observateur, le banquier prophétisait avec lucidité: " Porto Alegre, c'est in ! Davos, c'est out ! "

ATTAC-Québec était présent au 1er Forum social mondial tenu au début de 2001 et a participé aux travaux dont le dénominateur commun était la lutte contre les politiques néolibérales qui ont entraîné, entre autres, une attaque sans précédent contre les protections sociales et économiques arrachées de haute lutte par les

populations dans le monde, tant au Nord qu'au Sud. On ne saurait taire non plus les coupures dans la santé et l'éducation opérées par le gouvernement québécois ni passer sous silence la ridicule augmentation du salaire minimum décidé par ce même gouvernement en réponse aux revendications mises de l'avant à l'occasion de la Marche mondiale des femmes. Les participants au Forum social mondial ont aussi marqué leur opposition à la ZLÉA, projet appuyé par le gouvernement du Québec. Si madame Beaudoin avait été à Porto Alegre lors du 1er Forum, peut-être ne s'y serait-elle pas sentie chez elle. Quant au premier ministre du Québec, le Forum économique mondial de Davos l'a toujours accueilli à bras ouverts...

En cautionnant l'un et l'autre forums, le gouvernement du Québec y perd en crédibilité aux yeux de ceux et celles qui ont choisi la voie du changement.

Pour information : Pierre Henrichon (514) 352-5539 ou Robert Jasmin (418) 876-2831
quebec@attac.org

Défendre et construire le service public

Par ATTAC Rhône

Le 9 novembre 2001, s'ouvrira à Doha (au Qatar) une conférence des ministres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Michael Moore, la plupart des pays membres et leurs négociateurs, espèrent lancer à cette occasion le "round" qu'ils n'ont pas pu ouvrir à Seattle.

Les services seront au cœur de cette négociation. Les appétits sont formidablement aiguisés vis-à-vis de ce secteur en plein développement, que les sociétés transnationales aimeraient voir totalement ouvert à la concurrence dans les plus brefs délais. Le "big deal"(1) se prépare dans les couloirs hermétiques de l'OMC à Genève depuis le 1er janvier 2000 dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). Dans le collimateur de l'AGCS et des transnationales : nos services publics(2).

Pour mettre en lumière et en débat les enjeux extrêmement importants qui vont se négocier à Doha pour l'avenir de nos sociétés, à l'appel d'Attac Rhône, un collectif unitaire (AC !, ACER, Alternatifs, ATHAREP, Attac 38, Attac 42, Attac Mâcon, Cgt (UD du Rhône) FSU du Rhône, Groupe des 10 Solidaires du Rhône, LCR, MAN, PS du Rhône, SNESup, UNEF-ID) lance :



attac

Les Assises des Services Publics

Elles se tiendront à Lyon, avant l'ouverture de la conférence ministérielle de l'OMC du 19 octobre au 26 octobre 2001

Objectifs

- Comprendre l'AGCS, ses mécanismes, sa logique et ses enjeux,
- Mettre en lumière les politiques de démantèlement des services publics déjà à l'œuvre au niveau mondial, européen et local,
- Définir ce que nous attendons des services publics,
- Interpeller le gouvernement, la Commission Européenne et le Conseil sur la préparation de ce nouveau round.

Contenu

- Cinq mois (de juin à octobre) d'animation autour de ces questions par la mise en place d'ateliers thématiques ouverts à tous ;
- Une conférence d'ouverture sur l'AGCS qui aura lieu le vendredi 19 octobre avec la participation de Susan George ;
- Une semaine d'initiatives publiques (du 22 au 26 octobre) dans les villes de Lyon et de Saint-Etienne, sur les thèmes suivants :
 - L'eau ;
 - L'énergie ;
 - Les transports ;
 - La santé ;
 - L'éducation ;
 - la culture.
- Une journée de clôture qui restituera l'ensemble des débats et tracera les perspectives d'action immédiate qui se tiendra dans la semaine du 5 au 9 novembre.

Préparation

Des groupes autonomes mais convergents.

Six groupes se sont constitués autour des 6 thèmes retenus. Chaque groupe est entièrement autonome pour :

- construire son calendrier depuis le début du mois de juin jusqu'à l'ouverture des Assises : réunions de travail, initiatives publiques, ateliers,...
- préparer sa (ou ses) contribution(s) à la semaine d'Assises.

Les six groupes vont aussi travailler sur un canevas commun en vue de la journée de clôture dont la forme reste encore à définir (table ronde sur le Service Public,...). Un document matérialisant cet objectif commun va être annexé à ce document.

Une coordination générale

Pour assurer la coordination générale du projet (finances, logistique, communication,...) un collectif est mis en place. Il compte au 30 mai 2001, 17 organisations. Il reste ouvert à celles qui souhaiteront prendre le train en marche.

Le secrétariat de ce collectif est tenu par Attac Rhône. Une liste de diffusion internet va permettre à ce collectif de préparer l'ordre du jour de ses réunions et de gérer cette initiative dans les meilleures conditions.

Communication

Le site internet d'Attac Rhône <http://www.local.attac.org/rhone/agcs/index.htm> a été aménagé pour permettre à tous les groupes de communiquer leur calendrier de travail dès qu'il sera arrêté.

Chaque groupe peut être contacté sur les adresses suivantes :

- Groupe Eau : eau.rhone@attac.org
- Groupe Energie : energie.rhone@attac.org
- Groupe Culture : culture.rhone@attac.org
- Groupe Santé : sante.rhone@attac.org
- Groupe Transports : transport.rhone@attac.org
- Groupe Enseignement : education.rhone@attac.org

Une base documentaire est déjà accessible sur le site. Chacun peut l'enrichir en transmettant le document à mettre en ligne au référent de son groupe (adresses du groupe) accompagné de quelques lignes de présentation du document (obligatoire). De plus, chaque document doit être classé, par le référent selon 2 types : "vulgarisation" ou "technique".

ATTAC Rhône rhone@attac.org

Brésil Samba et "apagao"

Par Noelle Mas et Joao Pessoa

Que signifie "apagao" ? (lire apagon)... Coupure générale d'électricité dans tout le Brésil. Voilà le risque qu'encourt la 8ème puissance mondiale sous la pression du FMI et sous la direction servile d'un président qui, avec ses deux mandats successifs, en organisant la privatisation des entreprises publiques, s'est montré incapable de gérer le pays. Sur fond de scandales et de fraudes électorales, d'invectives politiques entre sénateurs et président, de crise politique donc, s'ouvre une grave crise économique avec des conséquences sociales qui soit engendrent le désordre - certains reparlent



attac

des "bienfaits" de la dictature- soit provoquent des élections anticipées ; ce qui serait le mieux car le Parti des Travailleurs, le PT, reste la principale force d'opposition et a des chances de progresser. Mais pour cela, il faudrait que l'actuel président Henrique Cardoso reconnaisse son échec et présente sa démission.

En attendant, le gouvernement, les journaux et télévisions à sa solde menacent : APAGAO ! c'est ce qui va arriver si on n'économise pas l'électricité. A la télé, on nous montre de sages ménagères qui, avec résignation, n'utiliseront plus le micro-ondes... des techniciens nous indiquent comment se servir du frigo... on nous annonce que les compagnies d'électricité ont un déficit de 50 millions de réals (monnaie brésilienne) à cause des installations clandestines. Alors on assiste à un interview d'une pauvre femme des favelas qui avoue son "crime". – le journaliste : ...mais alors en ne payant pas vous avez économisé? - la femme : je n'ai rien économisé, j'ai nourri ma famille... maintenant que l'installation est officielle, je ne vais pas pouvoir payer et on va me couper l'électricité... c'est absurde...

C'est absurde et scandaleux, les pauvres vont être les premières victimes... les grandes surfaces vont fermer plus tôt et commencent à licencier... Et pour corser le tout le gouvernement va jusqu'à prendre des mesures anti-constitutionnelles : en cas de dépassement de consommation d'énergie, les citoyens sont redevables d'une surtaxe allant de 50 à 100%... et au bout du 2ème avertissement, on coupe l'électricité... les associations de consommateurs et l'Ordre des Avocats du Brésil poursuivent le gouvernement pour délit d'extorsion...

Cependant le problème est réel : au Brésil, la production d'énergie repose essentiellement sur la force hydraulique. Cette année la sécheresse est précoce... Et ce que le célèbre écrivain Jorge Amado a décrit dans ses romans continue mais avec plus de modernité : les sans-terres qui allaient à pied sur les routes et parfois y laissaient leurs vies, aujourd'hui peuvent prendre le car et leurs photos paraissent dans les journaux. Mais, comme firent leurs ancêtres, ces sans-terres qui avaient gagné un peu de terre, abandonnent tout, partent dans les grandes villes agrandissant ainsi les favelas...

On peut se poser des questions : l'eau manque et pourtant le Brésil a le plus grand fleuve du monde et de grandes ressources en nappes phréatiques... la production d'énergie est insuffisante... pourtant, avec le beau soleil de ce

pays tropical, pourquoi ne pas développer l'énergie solaire ? Le Brésil est un pays riche en ressources naturelles, il peut développer une économie stable et répartir les richesses de façon plus égalitaire. Le gouvernement actuel, à la solde du FMI, mène la politique du pire : qui dit économie d'énergie, dit baisse de la production et donc chômage grandissant... Ces mesures sont mises en place dès juin et se veulent permanentes.

Le peuple brésilien va-t-il relever la tête malgré la misère qui l'assomme ? Les étudiants commenceraient-ils à protester ? Des manifestations de travailleurs ont déjà commencé à Sao Paulo... Les mouvements sociaux critiquent le FMI et s'élèvent contre la dette... Alors d'ici un an (ou avant), pour les prochaines élections présidentielles en 2002, le Brésil peut saisir sa chance, opérer un tournant qui affirmerait une nette volonté politique pour redresser le pays, en commençant par éradiquer la misère endémique, en permettant l'accès pour tous à la santé et à l'éducation, en organisant une meilleure répartition des richesses... A SUIVRE..

Noelle Mas et Joao Pessoa. Etat de Paraiba(nord-est) Bresil

Pour joindre Noelle, envoyez vos messages à liste.attac13@attac.org qui transmettra.

Genova – 13 juin, un premier rendez-vous.

Par Grain de sable

Toutes les informations le confirment, on attend toujours de plus en plus de personnes du 19 au 21 juillet à Gênes en Italie. Dans toute la péninsule des centaines d'organisations ont déjà signé l'appel à manifester et se prépare à organiser des déplacements importants. Dans toute l'Europe des coordinations nationales du Forum Social de Gênes se mettent en place pour organiser les départs.

De Russie aussi. La solidarité que vous avez témoignée en répondant massivement à l'article que nous avons publié dans le n°238 va permettre de financer un bus de militants qui viendront de Moscou. Vous aurez très prochainement des nouvelles d'eux. Mais d'ores et déjà merci à toutes celles et tous ceux qui ont répondu à l'appel à solidarité.

Le débat de ce qui va se passer à Gênes dépasse les frontières de l'Europe. D'autres



attac

représentants d'organisations de pays membres du G8 sont en ce moment à Paris. Nous vous proposons une occasion pour les rencontrer et échanger avec eux.

A l'occasion de la venue en France d'une délégation américaine et canadienne de syndicats et réseaux de luttes contre la mondialisation libérale, un débat public est organisé par le collectif français de la préparation du Forum social de Gênes. Il s'agit d'échanger nos points de vue sur l'état des luttes contre la mondialisation. D'une part d'un point de vue nord-américain après la mobilisation au Québec et d'autre part d'un point de vue français dans le cadre de la préparation de Gênes.

Intervenants : Nord-américains : - Tony Clark du Conseil canadien des citoyens (plus de 100 000 adhérents) - Tim Costello, américain de Boston qui travaille avec les associations de chômeurs et auteur de nombreux livres sur la mondialisation - Russ Davis, président de Jobs with Justice du Massachusetts - Fred Azcarate, président Jobs with Justice national

Le collectif français de préparation à Gênes (syndicats, associations....)

Débat public sur les luttes contre la mondialisation : mercredi 13 juin 2001 à 19 h à la bourse du travail 3, rue du château d'eau salle Louise Michel 75010 Paris (métro république)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : BE : BRUXELLES – ES : MADRID – FR: ANTIBES – AIX EN PROVENCE – IVRY SUR SEINE – NIMES – CONFLANS – CHALONS EN CHAMPAGNE – PARIS 15 – POITIERS

Mercredi : FR : CAEN – MARTIGUES – ANGOULEME – PARIS 14 – PARIS 20 – VENDOME – PARIS 11 – NANTES

Jeudi : FR : ANNECY – ROUEN – NIMES – TREMBLAY EN France – MALAKOFF – FORT DE France

Vendredi : BE : BRUXELLES – FR : MONTREUIL – DAX – LILLE – LA ROCHELLE – ANGOULEME - MULHOUSE